



PCT/A/51/3
ORIGINAL : ANGLAIS
DATE : 30 JUILLET 2019

Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT)

Assemblée

**Cinquante et unième session (22^e session ordinaire)
Genève, 30 septembre – 9 octobre 2019**

EXAMEN DES CRITÈRES DE RÉDUCTION DES TAXES DU PCT POUR LES DÉPOSANTS DE CERTAINS PAYS

Document établi par le Bureau international

RÉSUMÉ

1. L'assemblée est invitée à examiner les critères destinés à l'établissement des listes d'États dont les ressortissants et les résidents peuvent bénéficier de réductions des taxes du PCT; conformément au barème des taxes du PCT, l'assemblée est tenue de procéder à cet examen au moins tous les cinq ans.
2. En toile de fond à l'examen des critères par l'assemblée, le présent document fournit des informations sur l'évolution sur les cinq dernières années des données statistiques qui sous-tendent ces critères (les données du produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans publiées par l'Organisation des Nations Unies (ONU), les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels au titre du PCT sur cinq ans, ainsi que la liste des pays classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA)) et des informations sur la mesure dans laquelle des réductions de taxes ont été demandées par des personnes physiques, tant au cours des

trois années précédant l'entrée en vigueur des critères d'éligibilité actuels qu'au cours des trois années suivant cette entrée en vigueur.

RAPPEL

3. À sa quarante-sixième session tenue du 22 au 30 septembre 2014, l'Assemblée de l'Union du PCT a adopté des modifications au barème de taxes annexé au règlement d'exécution du PCT, définissant de nouveaux critères pour l'établissement des listes d'États dont les ressortissants et résidents peuvent bénéficier d'une réduction de taxes en vertu du point 5.a) ou b) de ce barème. Le barème des taxes ainsi modifié est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

4. Les modifications du point 5 du barème des taxes adoptées en 2014 ont mis à jour le critère basé sur le revenu et introduit un critère basé sur l'innovation (figurant tous deux au point 5.a) du barème des taxes) afin de déterminer les États dont les ressortissants et les résidents peuvent bénéficier de réductions des taxes mentionnées dans le barème des taxes pour les demandes internationales déposées par des personnes physiques. Tous les déposants, personnes physiques ou non, provenant des États classés dans la catégorie des PMA ont continué de bénéficier des réductions des taxes comme par le passé.

5. Le critère basé sur le revenu énoncé au point 5.a) du barème des taxes fixe un produit intérieur brut (PIB) maximum par habitant de 25 000 dollars des États-Unis d'Amérique, selon les données les plus récentes publiées par l'Organisation des Nations Unies concernant le PIB moyen par habitant sur 10 ans, exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique constants par rapport à 2005, pour qu'un État puisse bénéficier de réductions des taxes. L'utilisation du PIB moyen par habitant sur 10 ans entend prendre en considération les États qui peuvent afficher une forte croissance économique, mais dont les économies pourraient être plus fragiles que d'autres pays enregistrant un PIB comparable par habitant. L'utilisation de dollars des États-Unis d'Amérique constants élimine l'effet de l'inflation ou de la déflation et donne donc une mesure du revenu réel par habitant.

6. Outre le respect du critère basé sur le revenu, un État doit se conformer au critère basé sur l'innovation, à savoir que les ressortissants et résidents de cet État qui sont des personnes physiques ont déposé moins de 10 demandes internationales par an (pour un million de personnes) ou moins de 50 demandes internationales par an (en chiffres absolus) d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans. L'utilisation de ces deux indicateurs vise à éviter des effets extrêmes dans de très petits États où quelques demandes seulement suffisent à dépasser la limite de "moins de 10 demandes internationales déposées par an (pour un million de personnes)"; un État ne doit respecter que l'un des deux indicateurs pour satisfaire au critère basé sur l'innovation.

7. Afin de refléter l'évolution de la situation économique des États et d'éventuels changements dans l'utilisation du système du PCT, les listes des États qui satisfont aux critères énoncés aux points 5.a) et 5.b) du barème des taxes sont mises à jour tous les cinq ans par le Bureau international, conformément aux directives données par l'assemblée. Les listes révisées sont mises à la disposition des États sur la base des données pertinentes en vigueur le jour de l'ouverture de l'Assemblée du PCT qui se tient au cours de "l'année de la révision" et, sous réserve de la correction des erreurs factuelles, la nouvelle liste entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante.

8. Pour plus de commodité, le texte du point 5 du barème des taxes, énonçant les critères utilisés pour établir les listes des États dont les ressortissants et les résidents peuvent bénéficier d'une réduction des taxes, est reproduit ci-après :

“5. La taxe internationale de dépôt prévue au point 1 (compte tenu, le cas échéant, de la réduction prévue au point 4), la taxe de traitement de la recherche supplémentaire prévue au point 2 et la taxe de traitement prévue au point 3 sont réduites de 90% si la demande internationale est déposée par :

“a) un déposant qui est une personne physique et qui est ressortissant d'un État, et est domicilié dans un État, qui figure sur la liste des États où le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 25 000 dollars des États-Unis d'Amérique (déterminé d'après les données les plus récentes publiées par l'Organisation des Nations Unies concernant le produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans, exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique constants par rapport à 2005), et dont les ressortissants et les résidents qui sont des personnes physiques ont déposé moins de 10 demandes internationales par an (pour un million de personnes) ou moins de 50 demandes internationales par an (en chiffres absolus) d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans;

“b) un déposant, personne physique ou non, qui est ressortissant d'un État, et est domicilié dans un État, qui figure sur la liste des États classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés,

“étant entendu qu'il n'y aurait pas, au moment du dépôt de la demande internationale, de bénéficiaires de la demande internationale ne satisfaisant pas aux critères énoncés au point 5.a) ou au point 5.b) et que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire aux critères énoncés au point 5.a) ou au point 5.b). Les listes d'États visées aux points 5.a) et 5.b) sont mises à jour par le Directeur général au moins tous les cinq ans conformément aux directives données par l'assemblée. Les critères énoncés aux points 5.a) et 5.b) sont réexaminés par l'assemblée au moins tous les cinq ans.”

EXAMEN DES CRITÈRES

9. Comme indiqué ci-dessus, le barème des taxes (voir la dernière phrase du point 5) exige que les critères d'éligibilité aux réductions des taxes soient réexaminés par l'assemblée au moins tous les cinq ans. Alors que cela pourrait être interprété comme une exigence que l'assemblée réexamine les critères au plus tard en 2020, cinq ans après l'entrée en vigueur des nouveaux critères, le Groupe de travail du PCT a recommandé que l'assemblée réexamine les critères au cours de sa session actuelle, en 2019, au moment où le Directeur général doit mettre à jour les listes des États éligibles conformément au point 5 du barème des taxes et aux directives données par l'assemblée (voir les paragraphes 63 à 69 du document PCT/WG/12/24).

ÉVOLUTION DES DONNÉES STATISTIQUES SOUS-TENDANT LES CRITÈRES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

10. Conformément aux “Directives concernant la mise à jour des listes des États satisfaisant aux critères donnant droit à la réduction de certaines taxes du PCT” adoptées par l'assemblée en 2014, cinq ans après l'établissement de la première liste des États satisfaisant aux critères énoncés aux points 5.a) et 5.b) du barème de taxes (et tous les cinq ans par la suite), le Directeur général est tenu de mettre à jour les listes de ces États. La première mise à jour des listes des États satisfaisant aux critères aura donc lieu cette année, sur la base des informations suivantes :

i) *le point 5.a) du barème de taxes* : “d'après les données les plus récentes de l'Organisation des Nations Unies concernant le produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans et d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international

concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans, respectivement, publiées au moins deux semaines avant le premier jour de la session de l'assemblée en septembre-octobre de cette année;”

ii) *le point 5.b) du barème de taxes* : “d’après la liste la plus récente des États classés par l’Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés, publiée au moins deux semaines avant le premier jour de la session de l’assemblée en septembre/octobre de cette année...”.

11. Autrement dit, les chiffres pertinents qui serviront de base à la mise à jour seront les derniers disponibles au 16 septembre 2019 (deux semaines avant le premier jour de la session de l’assemblée).

12. Les chiffres fournis par l’Organisation des Nations Unies sont généralement communiqués en janvier de chaque année. Par conséquent, la période de 10 ans considérée pour le produit intérieur brut devrait être 2008-2017, période pour laquelle les chiffres sont déjà disponibles et peu susceptibles de changer. Pour le nombre moyen de dépôts annuels selon le PCT, la période considérée sera 2014-2018. Pour cette période, des chiffres provisoires sont disponibles, mais il est peu probable que les chiffres définitifs diffèrent des chiffres provisoires au point d’influer sur la composition des listes d’États. L’Organisation des Nations Unies ne publie plus de liste concernant le produit intérieur brut exprimé en dollars des États-Unis d’Amérique constants par rapport à 2005. Par conséquent, ces valeurs seront reproduites sur la base des listes publiées sur le PIB en valeur réelle et l’¹ Indice du PIB à prix constants – dollars É.-U.”.

13. Afin de préparer la mise à jour de la liste des États satisfaisant aux critères, le Bureau international a soumis au Groupe de travail du PCT une liste indiquant l’éligibilité escomptée des États pour les listes révisées sur la base des informations actuellement disponibles en vue de son examen à sa douzième session, qui s’est tenue du 11 au 14 juin 2019 (voir l’annexe I du document PCT/WG/12/11).

14. En ce qui concerne les États satisfaisant aux critères donnant droit à la réduction au titre du point 5.a), les chiffres figurant à l’annexe I montrent que le PIB moyen par habitant aux Bahamas et à Chypre sur les 10 dernières années dépasse le seuil de 25 000 dollars É.-U. en deçà duquel on peut bénéficier d’une réduction au titre de ce point. Depuis l’établissement de ces listes en 2014, le PIB moyen par habitant sur les 10 dernières années a augmenté de 28,6% aux Bahamas, passant de 22 214 dollars É.-U. à 28 567 dollars É.-U., et de 35,5% à Chypre, passant de 22 806 dollars É.-U. à 30 906 dollars É.-U.

15. Depuis l’établissement de ces listes en 2014, le Samoa (en 2014) et la Guinée équatoriale (en 2017) sont sortis de la catégorie des pays les moins avancés¹. Par conséquent, les déposants, personnes physiques ou non, ressortissants et résidents de ces États, cesseront de bénéficier de la réduction énoncée au point 5.b); toutefois, dans la pratique, seules les personnes morales de ces États seront concernées puisque les personnes physiques ressortissantes de ces États et qui y sont domiciliées pourront encore bénéficier des réductions énoncées au point 5.a). Trois autres États (Vanuatu (2020), Angola (2021) et Bhoutan (2023)) devraient sortir de la catégorie des pays les moins avancés avant que la liste suivante ne soit établie dans cinq ans, mais, en vertu des directives, continueraient de bénéficier de la réduction jusqu’à la fin de la période de validité de cinq ans de la liste.

¹ <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category/ldc-graduation.html>

16. Par conséquent, le résultat escompté de la mise à jour des listes plus tard dans l'année sera le suivant :

- a) les ressortissants et résidents des Bahamas et de Chypre ne pourront plus bénéficier de la réduction énoncée au point 5.a), dans les deux cas en raison de la croissance du PIB moyen sur 10 ans;
- b) les ressortissants et résidents, personnes physiques ou non, du Samoa et de la Guinée équatoriale ne pourront plus bénéficier de la réduction énoncée au point 5.b), mais les ressortissants et résidents de ces États qui sont des personnes physiques continueront de bénéficier de la réduction énoncée au point 5.a).

17. Conformément aux directives, une version révisée des listes incluant toute nouvelle information disponible sera établie peu avant l'Assemblée de l'Union du PCT et pourra faire l'objet de commentaires jusqu'au 9 octobre 2019, date de clôture de l'assemblée.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES RÉDUCTIONS DES TAXES ET LES DEMANDES

18. Outre les informations sur la liste des États satisfaisant aux critères donnant droit aux réductions des taxes au titre des paragraphes 10 à 17 ci-dessus, l'annexe au présent document contient des informations complémentaires susceptibles d'être pertinentes aux fins de l'appréciation des critères d'éligibilité aux réductions des taxes, notamment :

- a) le nombre de réductions de taxes demandées par les résidents de différents États;
- b) le nombre de demandes déposées par des personnes physiques résidant dans différents États; et
- c) le nombre total de demandes déposées par des résidents (personnes physiques ou non);

tant au cours des trois années précédant l'entrée en vigueur des critères d'éligibilité actuels (1^{er} juillet 2015) qu'au cours des trois années suivant cette entrée en vigueur. En outre, les écarts entre certains chiffres portant sur les 12 derniers mois et ceux portant sur les 12 mois précédant immédiatement le changement sont calculés. Les informations contenues à l'annexe sont divisées en cinq parties, en fonction des périodes pendant lesquelles les États ont été inscrits sur les listes concernant les deux réductions.

OBSERVATIONS

19. Compte tenu des informations visées aux paragraphes 10 à 17 ci-dessus et des informations contenues à l'annexe du présent document, le Bureau international souhaiterait formuler les observations suivantes :

- a) Le calcul de la moyenne sur plusieurs années semble contribuer dans une certaine mesure à offrir le degré de stabilité souhaité. Seuls deux des 10 États ayant rejoint les États satisfaisant aux critères donnant droit aux réductions en 2015 – en grande partie en raison de la crise financière mondiale – ne satisfont plus à ces critères au regard des chiffres mentionnés plus haut, même si d'autres États ont de nouveau passé le seuil fixé pour le PIB selon les chiffres de la dernière année uniquement.
- b) La possibilité d'une réduction semble influencer sur le comportement des déposants, mais les effets sont difficiles à évaluer. Il semblerait que le nombre de demandes déposées par des personnes physiques, et le nombre total de demandes, ainsi que le

taux de recours aux réductions, soient fortement influencés par des facteurs qui ne sont pas liés à la possibilité ou non d'obtenir une réduction.

c) Les mesures adoptées pour préciser que les réductions ne sont pas destinées à des demandes internationales dont le "bénéficiaire effectif" ne remplit pas les critères donnant droit à une réduction (voir le document PCT/A/49/4) ainsi que la sensibilisation accrue des offices récepteurs à ces questions ont considérablement réduit le nombre de demandes de réduction présentées par des particuliers au nom de grandes sociétés ne satisfaisant pas aux critères donnant droit à la réduction.

ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION PAR LE GROUPE DE TRAVAIL

20. Afin de préparer le réexamen des critères par l'assemblée, le Groupe de travail du PCT a examiné la question à sa douzième session, qui s'est tenue à Genève du 11 au 14 juin 2019, comme indiqué aux paragraphes 63 à 69 du résumé présenté par le président, document PCT/WG/12/24 (reproduit à l'annexe du document PCT/A/51/1) :

"63. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document PCT/WG/12/11.

"64. Toutes les délégations qui ont pris la parole ont appuyé la proposition visant à maintenir les critères énoncés au point 5 du barème des taxes et à réexaminer les critères dans cinq ans. Une délégation a fait observer que, durant le cycle d'examen en cours, compte tenu de la croissance de leur économie, quatre pays avaient progressé dans les catégories du barème de taxes du PCT, deux à partir du niveau visé au point 5.a) et deux à partir du niveau visé au point 5.b), et a suggéré que le système des brevets avait joué un rôle dans cette évolution.

"65. Plusieurs délégations ont fait observer que les chiffres présentés montraient l'importance des réductions accordées aux personnes physiques résidant dans les pays bénéficiaires, compte tenu de la réduction du volume des dépôts dans les pays où ces réductions n'étaient plus disponibles. Cela démontrait que des réductions ciblées de taxes étaient efficaces. Une délégation représentant un pays dont les résidents avaient pu prétendre pour la première fois aux réductions de taxes en 2015 a également estimé que ces réductions avaient eu un effet positif sur le comportement des déposants. Une autre délégation a fait observer, en revanche, que les variations des effets observées entre les différents pays montraient que les comportements en matière de dépôt étaient également fortement dépendants de facteurs autres que les réductions de taxes.

"66. Une délégation a fait part de sa satisfaction au regard du fait que le document expliquait que les mesures précédemment adoptées pour préciser les conditions à remplir par les déposants pour bénéficier de réductions de taxes avaient été efficaces.

"67. En réponse à une question concernant le fait que l'ONU ne publiait plus directement les valeurs du produit intérieur brut en dollars des États-Unis d'Amérique constants par rapport à 2005, le Bureau international a indiqué qu'il préférerait ne pas modifier le barème des taxes, étant donné que le concept avait été avalisé et que les chiffres d'ajustement qui continuaient d'être publiés permettaient de calculer aisément les valeurs requises.

"68. En réponse à une question concernant le terme "pays en développement" figurant dans le titre du document, le Bureau international a indiqué que ce terme était utilisé depuis plusieurs années, depuis que le groupe de travail avait examiné une proposition visant à réviser les critères pour les réductions de taxes. Même si cette proposition visait les "pays en développement" en général, le Bureau international reconnaissait qu'il n'existait pas de définition unique d'un "pays en développement" aux Nations Unies et que

les critères pour les réductions de taxes visés au point 5.a) étaient déterminés par les États membres du PCT.

“69. Le groupe de travail est convenu de recommander à l’assemblée que les critères énoncés au point 5 du barème de taxes du PCT soient maintenus et que l’assemblée les réexamine dans cinq ans.”

21. L’assemblée est invitée

i) à se prononcer, après réexamen des critères énoncés au point 5 du barème des taxes du PCT, sur le maintien de ces critères; et

ii) à décider que ces critères seront réexaminés par l’assemblée dans cinq ans, comme l’exige le barème.

[L’annexe suit]

CHANGEMENTS RELATIFS AUX DÉPÔTS

Dans ces tableaux :

- “A-1” représente la période de 12 mois précédant immédiatement la modification des critères à remplir le 1^{er} juillet 2015; “A+1” représente la période de 12 mois immédiatement après, etc.
- Pour chaque période, chaque État présente trois valeurs comment suit : “a/b/c”, où “a” est le nombre de demandes de réduction de taxes déposées par les résidents de cet État, “b” le nombre de demandes internationales déposées par des personnes physiques domiciliées dans cet État et “c” le nombre total de demandes internationales déposées par des résidents de cet État (personnes physiques ou autres).
- Les quatre dernières colonnes comparent le nombre de dépôts au cours des 12 derniers mois (A+3 : du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018) avec le nombre de dépôts au cours des 12 mois précédant immédiatement la modification des critères à remplir pour bénéficier de réductions de taxes. Les deux premières colonnes indiquent un pourcentage approximatif de toutes les demandes déposées par des résidents des États concernés ayant demandé une réduction des taxes pour chacune des deux années. Les deux dernières colonnes montrent l'évolution en pourcentage du nombre global de demandes déposées par des résidents de l'État concerné d'une année à l'autre, et du nombre de demandes déposées uniquement par des personnes physiques.

La liste ne comprend que les États pour lesquels au moins une demande internationale incluait un résident inscrit en qualité de premier déposant au cours de la période considérée.

A. États figurant sur la liste avant le 1^{er} juillet 2015, mais pas après										
Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A+3	A-1	A+3	Total	Personnes physiques
AE Émirats arabes unis	12 / 19 / 25	29 / 29 / 76	11 / 22 / 92	0 / 21 / 81	0 / 21 / 79	0 / 20 / 99	12%		+8%	-9%
SG Singapour	29 / 31 / 405	59 / 71 / 925	62 / 72 / 922	0 / 26 / 886	0 / 41 / 895	0 / 27 / 839	7%		-9%	-63%

B. États figurant sur la liste à partir du 1^{er} juillet 2015, mais pas avant										
Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A+3	A-1	y+3	Total	Personnes physiques
BS Bahamas	0 / 0 / 7	0 / 1 / 12	0 / 0 / 7	0 / 0 / 6	0 / 0 / 5	0 / 0 / 4			-43%	
CY Chypre	0 / 0 / 16	0 / 6 / 42	0 / 2 / 55	8 / 8 / 55	6 / 2 / 42	6 / 4 / 47		13%	-15%	+100%
GR Grèce	0 / 33 / 54	0 / 60 / 111	0 / 62 / 126	43 / 58 / 114	50 / 66 / 115	45 / 53 / 125		36%	-1%	-15%
MT Malte	0 / 0 / 37	0 / 2 / 73	0 / 3 / 67	0 / 2 / 79	0 / 1 / 88	1 / 1 / 44		2%	-34%	-67%
PT Portugal	0 / 12 / 84	0 / 21 / 144	0 / 27 / 160	14 / 18 / 167	23 / 29 / 186	23 / 30 / 216		11%	+35%	+11%
SA Arabie saoudite	0 / 1 / 101	0 / 13 / 257	0 / 21 / 359	28 / 34 / 273	26 / 46 / 358	28 / 42 / 471		6%	+31%	+100%
SI Slovénie	0 / 16 / 63	0 / 19 / 127	0 / 14 / 133	16 / 19 / 76	15 / 17 / 70	31 / 38 / 134		23%	+1%	+171%

C. États figurant sur la liste tout au long de la période considérée

Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A+3	A-1	y+3	Total	Personnes physiques
AG Antigua-et-Barbuda	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 33	0 / 0 / 76				
AL Albanie	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	3 / 3 / 3	0 / 0 / 0	1 / 2 / 2	2 / 5 / 5	100%	40%	+67%	+67%
AM Arménie	3 / 3 / 3	4 / 4 / 5	3 / 4 / 4	6 / 11 / 12	3 / 3 / 3	5 / 5 / 5	75%	100%	+25%	+25%
AR Argentine	1 / 3 / 12	3 / 17 / 33	4 / 9 / 25	9 / 22 / 37	5 / 16 / 43	8 / 22 / 34	16%	24%	+36%	+144%
AZ Azerbaïdjan	3 / 3 / 3	2 / 3 / 3	0 / 0 / 0	1 / 1 / 3	4 / 4 / 5	15 / 16 / 21		71%		
BA Bosnie-Herzégovine	4 / 4 / 4	6 / 6 / 6	2 / 2 / 2	3 / 3 / 4	2 / 2 / 4	3 / 4 / 5	100%	60%	+150%	+100%
BB Barbade	0 / 0 / 81	1 / 1 / 157	0 / 0 / 173	0 / 0 / 116	0 / 1 / 163	0 / 0 / 84			-51%	
BG Bulgarie	10 / 15 / 33	25 / 28 / 54	23 / 26 / 57	27 / 26 / 51	17 / 14 / 35	22 / 26 / 63	40%	35%	+11%	+0%
BH Bahreïn	1 / 1 / 1	2 / 2 / 3	1 / 4 / 4	2 / 3 / 4	0 / 0 / 3	0 / 1 / 2	25%		-50%	-75%
BO Bolivie (État plurinational de)	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
BR Brésil	105 / 103 / 259	223 / 232 / 633	212 / 217 / 552	201 / 211 / 565	233 / 247 / 586	246 / 259 / 613	38%	40%	+11%	+19%
BW Botswana	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	2 / 2 / 2	0 / 0 / 0				
BY Bélarus	6 / 6 / 9	12 / 13 / 15	15 / 8 / 13	14 / 8 / 11	18 / 19 / 23	18 / 20 / 24	115%	75%	+85%	+150%
BZ Belize	0 / 0 / 2	0 / 1 / 4	0 / 0 / 2	0 / 0 / 3	5 / 1 / 8	0 / 0 / 0				
CG Congo	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 2	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
CI Côte d'Ivoire	1 / 1 / 1	2 / 2 / 2	1 / 1 / 1	1 / 3 / 3	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	100%	100%	+0%	+0%
CL Chili	23 / 26 / 55	44 / 51 / 135	36 / 49 / 164	50 / 54 / 172	38 / 43 / 180	51 / 59 / 192	22%	27%	+17%	+20%
CM Cameroun	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	2 / 2 / 2	0 / 0 / 0	100%			
CN Chine	1 305 / 1 270 / 8 446	3 249 / 3 169 / 23 616	3 124 / 3 494 / 27 066	5 152 / 5 914 / 34 520	5 671 / 7 077 / 46 350	3 357 / 3 766 / 50 359	12%	7%	+86%	+8%

C. États figurant sur la liste tout au long de la période considérée (suite)

Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A+3	A-1	y+3	Total	Personnes physiques
CO Colombie	11 / 10 / 27	26 / 26 / 101	21 / 25 / 95	20 / 20 / 79	31 / 44 / 134	47 / 52 / 164	22%	29%	+73%	+108%
CR Costa Rica	1 / 1 / 2	4 / 8 / 12	2 / 3 / 10	2 / 2 / 5	0 / 0 / 7	3 / 5 / 15	20%	20%	+50%	+67%
CU Cuba	0 / 0 / 3	0 / 0 / 9	0 / 0 / 3	0 / 0 / 0	0 / 0 / 7	0 / 0 / 5			+67%	
CZ République tchèque	16 / 26 / 92	31 / 37 / 186	32 / 32 / 188	26 / 36 / 214	25 / 24 / 187	27 / 32 / 177	17%	15%	-6%	+0%
DM Dominique	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
DO République dominicaine	3 / 3 / 3	4 / 4 / 7	1 / 1 / 1	3 / 3 / 6	6 / 6 / 7	6 / 9 / 10	100%	60%	+900%	+800%
DZ Algérie	3 / 4 / 5	4 / 4 / 5	8 / 8 / 9	9 / 11 / 12	8 / 8 / 13	5 / 7 / 7	89%	71%	-22%	-13%
EC Équateur	1 / 2 / 7	3 / 5 / 16	1 / 2 / 4	1 / 0 / 5	3 / 4 / 7	4 / 5 / 27	25%	15%	+575%	+150%
EE Estonie	4 / 5 / 13	1 / 1 / 22	9 / 5 / 30	2 / 4 / 23	1 / 1 / 38	3 / 3 / 42	30%	7%	+40%	-40%
EG Égypte	17 / 18 / 22	40 / 42 / 53	48 / 55 / 60	38 / 39 / 46	33 / 42 / 44	23 / 26 / 28	80%	82%	-53%	-53%
FJ Fidji	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
FM Micronésie (États fédérés de)	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 2	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
GA Gabon	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
GE Géorgie	4 / 5 / 5	5 / 5 / 7	1 / 1 / 2	6 / 7 / 10	16 / 16 / 16	2 / 2 / 2	50%	100%	+0%	+100%
GH Ghana	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	100%			
GT Guatemala	2 / 2 / 2	0 / 0 / 0	3 / 3 / 3	0 / 0 / 0	2 / 2 / 2	0 / 0 / 1	100%		-67%	-100%
HN Honduras	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0				
HR Croatie	14 / 14 / 21	28 / 33 / 50	12 / 23 / 41	17 / 18 / 34	11 / 13 / 33	13 / 18 / 36	29%	36%	-12%	-22%
HU Hongrie	27 / 27 / 77	60 / 58 / 156	65 / 72 / 166	82 / 84 / 160	73 / 83 / 171	48 / 52 / 145	39%	33%	-13%	-28%
ID Indonésie	3 / 4 / 7	6 / 8 / 11	5 / 5 / 12	8 / 10 / 13	5 / 6 / 6	5 / 4 / 9	42%	56%	-25%	-20%

IN Inde	193 / 167 / 650	394 / 377 / 1 408	305 / 350 / 1 332	447 / 490 / 1 511	473 / 492 / 1 510	680 / 726 / 1 835	23%	37%	+38%	+107%
C. États figurant sur la liste tout au long de la période considérée (suite)										
Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A-3	A-2	A-1	A+1	Personnes physiques
IQ Iraq	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	0 / 1 / 2				
IR Iran (République islamique d')	0 / 0 / 0	10 / 16 / 18	31 / 49 / 50	56 / 66 / 73	45 / 66 / 68	101 / 118 / 128	62%	79%	+156%	+141%
JM Jamaïque	0 / 0 / 0	0 / 1 / 2	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1				
JO Jordanie	0 / 0 / 0	1 / 1 / 6	0 / 2 / 2	0 / 0 / 1	2 / 0 / 1	12 / 12 / 14		86%	+600%	+500%
KE Kenya	4 / 5 / 5	1 / 3 / 4	11 / 9 / 17	1 / 1 / 4	5 / 5 / 8	4 / 5 / 6	65%	67%	-65%	-44%
KG Kirghizistan	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
KN Saint-Kitts-et-Névis	0 / 0 / 0	0 / 0 / 2	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1			+0%	
KP République populaire démocratique de Corée	1 / 1 / 1	2 / 2 / 3	5 / 5 / 5	5 / 4 / 5	1 / 1 / 1	2 / 2 / 2	100%	100%	-60%	-60%
KZ Kazakhstan	8 / 9 / 9	15 / 14 / 18	11 / 13 / 21	23 / 23 / 31	20 / 17 / 25	15 / 16 / 18	52%	83%	-14%	+23%
LB Liban	0 / 0 / 2	0 / 4 / 4	0 / 5 / 9	1 / 2 / 8	0 / 0 / 4	0 / 3 / 5			-44%	-40%
LC Sainte-Lucie	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
LK Sri Lanka	3 / 3 / 5	9 / 12 / 16	10 / 11 / 19	5 / 7 / 16	5 / 7 / 14	15 / 17 / 23	53%	65%	+21%	+55%
LT Lituanie	0 / 0 / 20	4 / 3 / 47	2 / 0 / 43	3 / 4 / 35	3 / 3 / 32	4 / 4 / 30	5%	13%	-30%	
LV Lettonie	2 / 3 / 11	5 / 7 / 24	14 / 12 / 35	11 / 10 / 24	19 / 12 / 28	14 / 12 / 24	40%	58%	-31%	+0%
LY Libye	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	3 / 3 / 3	100%	100%	+200%	+200%
MA Maroc	8 / 8 / 19	10 / 10 / 48	14 / 14 / 53	12 / 15 / 42	9 / 11 / 38	10 / 10 / 43	26%	23%	-19%	-29%
MD République de Moldova	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	3 / 4 / 4	10 / 10 / 10	10 / 10 / 10	6 / 6 / 6	75%	100%	+50%	+50%
ME Monténégro	1 / 1 / 1	2 / 2 / 2	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 3	0 / 0 / 1				

MH Îles Marshall	0 / 0 / 0	0 / 0 / 2	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
MK Macédoine du Nord	0 / 0 / 0	1 / 3 / 3	1 / 1 / 1	2 / 3 / 5	0 / 0 / 0	3 / 4 / 5	100%	60%	+400%	+300%
MN Mongolie	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 1	1 / 1 / 1		100%		
MU Maurice	0 / 0 / 4	1 / 3 / 6	0 / 0 / 3	1 / 1 / 2	0 / 1 / 3	0 / 0 / 5			+67%	

C. États figurant sur la liste tout au long de la période considérée (suite)

Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A-3	A-2	A-1	A+1	Personnes physiques
MX Mexique	46 / 50 / 88	142 / 150 / 271	142 / 155 / 299	139 / 145 / 285	139 / 151 / 288	138 / 149 / 279	47%	49%	-7%	-4%
MY Malaisie	12 / 13 / 129	31 / 34 / 400	27 / 30 / 203	44 / 45 / 235	39 / 38 / 165	38 / 40 / 142	13%	27%	-30%	+33%
NA Namibie	3 / 1 / 1	3 / 2 / 2	1 / 1 / 2	2 / 3 / 3	2 / 2 / 2	1 / 1 / 2	50%	50%	+0%	+0%
NG Nigéria	0 / 0 / 0	4 / 6 / 7	3 / 5 / 6	2 / 7 / 7	1 / 2 / 3	2 / 3 / 3	50%	67%	-50%	-40%
NI Nicaragua	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
OM Oman	0 / 0 / 0	1 / 1 / 3	1 / 1 / 1	4 / 5 / 9	3 / 5 / 5	6 / 8 / 9	100%	67%	+800%	+700%
PA Panama	0 / 0 / 8	0 / 0 / 12	2 / 2 / 19	2 / 2 / 6	1 / 2 / 58	3 / 3 / 163	11%	2%	+758%	+50%
PE Pérou	2 / 3 / 6	10 / 10 / 16	11 / 10 / 16	19 / 19 / 27	22 / 22 / 27	27 / 27 / 35	69%	77%	+119%	+170%
PH Philippines	14 / 14 / 24	17 / 19 / 31	18 / 22 / 29	16 / 15 / 20	17 / 23 / 29	9 / 11 / 17	62%	53%	-41%	-50%
PK Pakistan	0 / 1 / 1	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 2 / 2	0 / 0 / 1	1 / 2 / 2		50%		
PL Pologne	24 / 24 / 135	48 / 56 / 352	42 / 41 / 375	81 / 91 / 410	72 / 94 / 335	66 / 84 / 322	11%	20%	-14%	+105%
PY Paraguay	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
RO Roumanie	9 / 11 / 12	10 / 16 / 34	17 / 17 / 32	23 / 26 / 35	18 / 20 / 34	23 / 24 / 29	53%	79%	-9%	+41%
RS Serbie	5 / 8 / 15	9 / 11 / 15	15 / 20 / 30	10 / 13 / 24	9 / 9 / 11	10 / 13 / 20	50%	50%	-33%	-35%
RU Fédération de Russie	277 / 315 / 500	541 / 598 / 1 033	432 / 467 / 817	431 / 454 / 860	487 / 537 / 1 011	489 / 542 / 1 041	53%	47%	+27%	+16%
SC Seychelles	0 / 0 / 2	0 / 1 / 18	0 / 0 / 8	0 / 1 / 6	0 / 0 / 5	0 / 0 / 2			-75%	

SK Slovaquie	4 / 5 / 13	26 / 28 / 67	10 / 13 / 41	11 / 11 / 41	20 / 20 / 47	19 / 21 / 58	24%	33%	+41%	+62%
SV El Salvador	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	1 / 1 / 3	0 / 0 / 0	1 / 2 / 2	0 / 0 / 0	33%			
SY République arabe syrienne	1 / 1 / 1	0 / 1 / 1	3 / 1 / 1	1 / 2 / 2	1 / 1 / 1	2 / 2 / 2	300%	100%	+100%	+100%
SZ Eswatini	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	100%			
TH Thaïlande	9 / 10 / 25	28 / 35 / 66	27 / 38 / 98	47 / 57 / 159	44 / 47 / 147	28 / 29 / 124	28%	23%	+27%	-24%

C. États figurant sur la liste tout au long de la période considérée (suite)

Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A-3	A-2	A-1	A+1	Personnes physiques
TN Tunisie	2 / 2 / 2	4 / 5 / 7	3 / 4 / 7	2 / 3 / 3	4 / 2 / 4	9 / 10 / 11	43%	82%	+57%	+150%
TO Tonga	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
TR Turquie	125 / 138 / 358	191 / 216 / 822	237 / 254 / 908	253 / 268 / 1 019	265 / 283 / 1 143	243 / 284 / 1 220	26%	20%	+34%	+12%
TT Trinité-et-Tobago	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 5 / 5	0 / 31 / 31	3 / 10 / 10	4 / 4 / 5	20%	80%	+0%	-20%
UA Ukraine	48 / 55 / 64	114 / 125 / 158	96 / 101 / 132	138 / 145 / 156	122 / 134 / 152	107 / 128 / 138	73%	78%	+5%	+27%
UY Uruguay	1 / 2 / 2	1 / 3 / 6	0 / 1 / 9	0 / 5 / 9	2 / 7 / 14	0 / 2 / 12			+33%	+100%
UZ Ouzbékistan	2 / 0 / 2	1 / 1 / 1	4 / 6 / 7	2 / 3 / 3	2 / 2 / 2	4 / 4 / 4	57%	100%	-43%	-33%
VC Saint-Vincent-et-les Grenadines	0 / 0 / 1	0 / 0 / 2	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
VE Venezuela (République bolivarienne du)	0 / 1 / 1	0 / 2 / 2	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 1	0 / 1 / 1				
VN Viet Nam	7 / 7 / 10	6 / 7 / 13	5 / 7 / 9	9 / 13 / 17	11 / 13 / 16	7 / 8 / 28	56%	25%	+211%	+14%
ZA Afrique du Sud	64 / 62 / 161	142 / 138 / 315	132 / 130 / 318	119 / 117 / 303	117 / 113 / 282	120 / 113 / 271	42%	44%	-15%	-13%
ZW Zimbabwe	1 / 1 / 2	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	1 / 1 / 1	2 / 2 / 2	1 / 21 / 22	100%	5%	2 100%	2 000%

D. Pays les moins avancés – ressortissants et résidents (personnes physiques ou non) remplissant les critères pour bénéficier de la réduction des taxes										
Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A-3	A-2	A-1	A+1	Personnes physiques
AO Angola	1 / 1 / 1	2 / 3 / 3	0 / 1 / 1	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
BD Bangladesh	0 / 0 / 0	0 / 0 / 3	0 / 0 / 2	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
BI Burundi	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0				
CD République démocratique du Congo	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1		100%		
ER Érythrée	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
GN Guinée	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1		100%		
KH Cambodge	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0				
LA République démocratique populaire lao	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1	0 / 2 / 2	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1			+0%	
LR Libéria	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1			+0%	
MG Madagascar	0 / 0 / 0	2 / 2 / 2	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	100%			
MW Malawi	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				
MZ Mozambique	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1				
NE Niger	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1			+0%	+0%
RW Rwanda	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1		100%		
SB Îles Salomon	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 0 / 0				
SD Soudan	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	3 / 5 / 6	1 / 1 / 1	7 / 8 / 8	6 / 6 / 7	50%	86%	+17%	+20%
SN Sénégal	0 / 0 / 0	0 / 3 / 3	3 / 16 / 16	4 / 8 / 8	1 / 4 / 4	2 / 3 / 3	19%	67%	-81%	-81%
TD Tchad	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0				
TG Togo	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 1	0 / 0 / 0				
TZ République-Unie de Tanzanie	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	1 / 1 / 2	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0				

UG Ouganda	0/0/2	1/1/2	1/1/3	0/0/0	0/0/0	0/0/0	33%			
VU Vanuatu	0/0/0	0/1/1	0/0/0	0/0/0	0/1/1	0/0/0				
D. Pays les moins avancés – ressortissants et résidents (personnes physiques ou non) remplissant les critères pour bénéficier de la réduction des taxes										
Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 <i>(avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)</i>			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 <i>(avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)</i>			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A-3	A-2	A-1	A+1	Personnes physiques
WS Samoa	0/0/2	0/0/1	2/0/8	2/0/3	1/0/1	0/0/1	25%		-88%	
YE Yémen	0/0/0	0/0/1	0/0/0	2/1/1	0/0/0	0/1/1				
ZM Zambie	0/0/0	0/0/0	0/0/0	0/0/0	0/0/0	1/1/1		100%		

E. États ne figurant sur la liste à aucun moment au cours de la période considérée										
Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 <i>(avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)</i>			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 <i>(avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)</i>			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A-3	A-2	A-1	A+1	Personnes physiques
AD Andorre	0 / 1 / 2	0 / 1 / 3	0 / 4 / 4	0 / 3 / 3	0 / 4 / 8	0 / 3 / 5			+25%	-25%
AT Autriche	0 / 81 / 614	0 / 169 / 1 377	0 / 139 / 1 338	0 / 166 / 1 439	0 / 172 / 1 417	0 / 166 / 1 383			+3%	+19%
AU Australie	0 / 119 / 739	0 / 312 / 1 687	0 / 283 / 1 640	0 / 322 / 1 795	0 / 275 / 1 822	0 / 309 / 1 830			+12%	+9%
BE Belgique	0 / 29 / 541	0 / 40 / 1 172	0 / 46 / 1 154	0 / 45 / 1 214	0 / 56 / 1 376	0 / 47 / 1 295			+12%	+2%
BN Brunéi Darussalam	0 / 0 / 0	0 / 0 / 0	0 / 0 / 2	0 / 0 / 7	0 / 0 / 1	0 / 1 / 1			-50%	
CA Canada	0 / 219 / 1 500	0 / 417 / 2 885	0 / 364 / 2 861	0 / 392 / 2 599	0 / 341 / 2 340	0 / 346 / 2 331			-19%	-5%
CH Suisse	0 / 83 / 2 112	0 / 174 / 4 340	0 / 162 / 4 214	0 / 148 / 4 384	0 / 173 / 4 564	0 / 156 / 4 555			+8%	-4%
DE Allemagne	0 / 405 / 8 758	0 / 819 / 17 879	0 / 794 / 18 232	0 / 734 / 17 808	0 / 726 / 18 359	0 / 779 / 19 537			+7%	-2%
DK Danemark	0 / 24 / 604	0 / 39 / 1 296	0 / 26 / 1 280	0 / 31 / 1 341	0 / 23 / 1 385	0 / 31 / 1 455			+14%	+19%
ES Espagne	0 / 185 / 820	0 / 363 / 1 716	0 / 370 / 1 544	0 / 361 / 1 535	0 / 324 / 1 501	0 / 314 / 1 386			-10%	-15%
FI Finlande	0 / 41 / 1 244	0 / 48 / 1 812	0 / 58 / 1 674	0 / 49 / 1 550	0 / 43 / 1 550	0 / 59 / 1 726			+3%	+2%
FR France	0 / 150 / 3 813	0 / 333 / 8 270	0 / 290 / 8 503	0 / 340 / 8 303	0 / 340 / 8 044	0 / 356 / 7 906			-7%	+23%
GB Royaume-Uni	0 / 286 / 2 402	0 / 427 / 5 064	0 / 389 / 5 170	0 / 392 / 5 372	0 / 382 / 5 672	0 / 339 / 5 544			+7%	-13%
IE Irlande	0 / 21 / 212	0 / 50 / 437	0 / 38 / 424	0 / 56 / 472	0 / 33 / 654	0 / 28 / 552			+30%	-26%
IL Israël	0 / 128 / 821	0 / 294 / 1 542	0 / 259 / 1 659	0 / 238 / 1 692	0 / 234 / 1 811	0 / 256 / 1 791			+8%	-1%
IS Islande	0 / 1 / 26	0 / 2 / 41	0 / 3 / 46	0 / 4 / 49	0 / 1 / 42	0 / 1 / 32			-30%	-67%

IT Italie	0 / 241 / 1 398	0 / 473 / 2 897	0 / 495 / 3 094	0 / 549 / 3 155	0 / 526 / 3 322	0 / 564 / 3 260			+5%	+14%
E. États ne figurant sur la liste à aucun moment au cours de la période considérée (suite)										
Code ST.3, État	Demandes déposées avant le 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			Demandes déposées à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (avec réduction / par des personnes physiques uniquement / total)			% de demandes avec réduction		% de changements relatifs aux dépôts	
	A-3	A-2	A-1	A+1	A+2	A-3	A-2	A-1	A+1	Personnes physiques
JP Japon	0 / 237 / 22 279	0 / 474 / 42 612	0 / 498 / 43 694	0 / 481 / 44 344	0 / 473 / 46 818	0 / 498 / 49 075			+12%	+0%
KR République de Corée	0 / 928 / 5 749	0 / 1 861 / 12 426	0 / 2 083 / 14 019	0 / 2 065 / 14 875	0 / 1 943 / 15 488	0 / 2 051 / 16 207			+16%	-2%
KW Koweït	0 / 0 / 1	0 / 0 / 0	0 / 1 / 1	0 / 3 / 6	0 / 0 / 3	0 / 1 / 4			+300%	+0%
LI Liechtenstein	0 / 0 / 71	0 / 0 / 223	0 / 3 / 245	0 / 0 / 214	0 / 1 / 261	0 / 0 / 273			+11%	-100%
LU Luxembourg	0 / 3 / 202	0 / 10 / 488	0 / 5 / 400	0 / 4 / 478	0 / 5 / 438	0 / 3 / 425			+6%	-40%
MC Monaco	0 / 3 / 9	0 / 8 / 25	0 / 8 / 38	0 / 6 / 17	0 / 5 / 14	0 / 3 / 10			-74%	-63%
NL Pays-Bas	0 / 52 / 2 064	0 / 88 / 4 090	0 / 90 / 4 359	0 / 93 / 4 464	0 / 83 / 4 609	0 / 77 / 4 307			-1%	-14%
NO Norvège	0 / 22 / 356	0 / 50 / 712	0 / 37 / 651	0 / 50 / 704	0 / 28 / 760	0 / 46 / 777			+19%	+24%
NZ Nouvelle-Zélande	0 / 25 / 143	0 / 70 / 325	0 / 58 / 350	0 / 50 / 334	0 / 56 / 286	0 / 37 / 259			-26%	-36%
QA Qatar	0 / 8 / 25	0 / 4 / 19	0 / 5 / 13	0 / 4 / 15	0 / 6 / 28	0 / 7 / 18			+38%	+40%
SE Suède	0 / 64 / 2 004	0 / 143 / 3 938	0 / 111 / 3 960	0 / 100 / 3 790	0 / 97 / 3 699	0 / 83 / 4 106			+4%	-25%
SM Saint-Marin	0 / 1 / 3	0 / 1 / 1	0 / 1 / 4	0 / 1 / 4	0 / 3 / 8	0 / 0 / 5			+25%	-100%
US États-Unis d'Amérique	0 / 1 677 / 28 052	0 / 4 058 / 62 705	0 / 3 643 / 55 037	0 / 3 497 / 56 962	0 / 3 283 / 56 403	0 / 3 350 / 56 691			+3%	-8%

Il existe des anomalies apparentes car les données concernant la résidence pour les demandes telles qu'elles ont été déposées ne peuvent être extraites parfaitement des bases de données du Bureau international. Par conséquent, le premier chiffre est calculé de manière telle qu'il ne peut être considéré que comme une approximation aux fins de la comparaison avec le deuxième et le troisième. Plus précisément, le premier chiffre constitue une approximation en ce qui concerne la résidence du premier déposant de la demande telle qu'elle a été déposée, sur la base d'hypothèses telles que le fait que l'État soit le même que celui de l'office récepteur si cet office est un office national et si les données ne sont par ailleurs pas claires. Les deuxième et

troisième chiffres sont établis en fonction du lieu de résidence du premier déposant actuel, pour lequel les données sont de meilleure qualité, mais la personne ou le lieu de résidence du premier déposant peut avoir changé entre-temps. Les différences représentent une part minime du nombre total de demandes pour la plupart des États, mais introduisent des erreurs significatives, en particulier pour certains États présentant un faible nombre de demandes.

[Fin de l'annexe et du document]